

ENTREPRENEURIAT TERRITORIAL AGRICOLE ET INTEGRATION REGIONALE EN ZONE CEMAC

TERRITORIAL AGRICULTURAL ENTREPRENEURSHIP AND REGIONAL INTEGRATION IN THE CEMAC ZONE

DJATCHO SIEFU Donald

Enseignant-chercheur
Université de Buea - Cameroun
E-mail: djasido@yahoo.fr

NEBA Cletus YAH¹

Enseignant-chercheur
E-mail: yah_neba@yahoo.fr
ET

NJOCKE Martin

Enseignant-chercheur
Université de Douala - Cameroun
Laboratory of Theoretical and Applied Economics

Résumé

L'objectif de cette recherche est de démontrer *qu'il est possible de promouvoir* l'entrepreneuriat territorial (ET) *agricole capitalisant les opportunités de la* Communauté Économique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC). La méthode hypothético déductive est appliquée au cas de Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles (PIDMA). Les résultats prouvent que le PIDMA dispose des capacités de promouvoir un entrepreneuriat territorial agricole capitalisant les opportunités de la CEMAC sous certaines conditions.

Mots-clés: Entrepreneuriat territorial, intégration régionale, marchés agricoles, chaîne des valeurs.

Abstract

The aim of this study is to analyze how opportunities in CEMAC can be capitalized through the promotion of territorial agricultural entrepreneurship. A deductive method is applied to the case of PIDMA in the CEMAC zone. The results show that it is possible for PIDMA to promote the development of agricultural territorial entrepreneurship that capitalizes the opportunities of CEMAC if certain adjustments are made.

Keywords : Territorial entrepreneurship, regional integration, agricultural markets, value chain

INTRODUCTION

¹ Corresponding author

Le contexte favorable de la clustérisation ou du système productif localisé a été marqué par : la crise économique et financière des années 70 et 80 sonnant le glas du fordisme, la globalisation rampante de l'économie et la montée ou l'accentuation de la décentralisation et du développement durable comme aiguillons d'une nouvelle approche de développement. Depuis la fin du fordisme, les pays développés sont en train d'expérimenter avec succès l'entrepreneuriat territorial (ET). Ainsi, « *le territoire devient la cible d'une politique publique étatique mobilisant la géographie en faveur de l'efficacité économique* » (Essombe-Edimo, 2017). En Europe, les politiques publiques² économiques et de développement des régions sont axées sur le modèle de développement territorial. Selon Marc-Urbain(1994), Senil & Maud-Hirczak (2006), Essombe-Edimo (2017 ; op.cit.) les principales raisons de la ruée vers l'ET sont les suivantes: le déclin des modes traditionnels de régulation économique, le paradigme du développement par le bas, la montée de l'approche systémique, la perspective méso-analytique, l'exemple des Territoires à succès, le phénomène PME, l'enjeu local de l'emploi. Par ailleurs, sur le plan scientifique, les théories régulationnistes, institutionnalistes, méso analytiques, de la croissance endogène, ravissent la vedette aux théories traditionnelles ou classiques et expliquent les raisons du dévolu des économistes sur le système productif localisé (entrepreneuriat territorial).

C'est dans cette double logique régulationniste et institutionnaliste que les pays tant occidentaux qu'asiatiques, sud-américains et africains peaufinent leur regroupement en blocs économiques régionaux ou macro territoires, dans le but de doper leurs économies. Dans cette mouvance, six (6) pays de l'Afrique centrale se sont regroupés pour constituer la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC). D'une part la CEMAC en tant qu'espace géographique encore mal loti en agriculture et en industrie constitue un important terreau et débouché pour les produits agricoles camerounais et l'entrepreneuriat transnational. D'autre part, la CEMAC en tant qu'institution de régulation économique a créé des conditions (institutions) idoines facilitant l'industrialisation et le commerce dans et entre ses états membres.

Pour son émergence prévue en 2035, il est urgent pour le Cameroun de capitaliser les opportunités qu'offre la CEMAC et peut être du marché unique africain qui est en train d'être mijoté. Pour ce faire, nous pensons qu'au vue de la crise financière qui étrangle l'Etat, le Cameroun doté des institutions traditionnelles, des populations à forte identité territoriale et de tradition de développement communautaire séculaires, est un terreau propice pour l'entrepreneuriat territorial conquérant le marché communautaire de la CEMAC.

² Essombe Edimo Nya Bonabebe Jean Roger (2017) : Cours "Nouvelles configurations spatiales de la production industrielle" e-learning master II, IPD-AC, 2017

La culture du développement communautaire (DC) est une tradition camerounaise (Djatcho Siefu, 2008). Il est très courant de voir dans les villages et arrondissements, des chefferies traditionnelles, des comités de développement, des associations, des élites politiques et économiques, tant de l'intérieur que de la diaspora, conjuguer leurs efforts dans une logique de dynamique communautaire de développement auto-promu ou encore initier des projets communautaires infrastructurels et sociaux. Malheureusement, du fait que les populations demeurent dans la précarité économique, ces projets ne produisent pas les effets sociaux escomptés. Dans cette tradition du DC, l'Etat camerounais a mis en place des institutions pour promouvoir le développement autocentré. Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) dispose au niveau central d'une Direction de Développement Local et Communautaire (DDL) dont les services déconcentrés notamment les Centres d'Education et d'Action Communautaires (CEAC) ont pour missions: l'appui des initiatives locales de développement (dans tous les domaines), l'appui à l'entrepreneuriat coopératif local, le développement des partenariats. A cet effet, le Cameroun compte aujourd'hui environ deux cent communes rurales dotées chacune d'un Centre d'Education et d'Actions Communautaires (CEAC).

Néanmoins, il est regrettable de constater que ces « atouts » n'induisent pas des projets économiques communautaires auto promus, portés par l'ensemble des populations, ancrés à leurs territoires (T) et capitalisant les avantages offerts par la CEMAC. Face à cette situation embarrassante, beaucoup des questionnements fusent sur la capacité des T, des organismes d'appui et les stratégies économiques et de développement gouvernementales en matière d'ET.

De même, il est regrettable que l'exportation des produits agricoles camerounais dans la sous-région soit le fait des bayam sallam³, des coxeurs⁴ et des exportateurs qui sillonnent les villages pour les acquérir à des prix modiques et revendre à des prix d'or aux consommateurs étrangers, spoliant ainsi les vrais producteurs qui auraient dû s'organiser dans leurs territoires pour exploiter les filons qu'offrent la CEMAC.

Pour examiner cette situation, nous nous intéresserons au Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles (PIDMA); car il est le fleuron des institutions camerounaises en matière de promotion de l'entrepreneuriat agricole compte tenu de son objectif de développement (la maîtrise des chaînes des valeurs), de ses méthodes (notamment le développement des partenariats productifs) et de la grosseur des ressources mises à la disposition des bénéficiaires. De ce contexte, nous relevons la question suivante objet de cette recherche :

³ Buyam sallam désigne au Cameroun les petits commerçants détaillants.

⁴ Coxeur désigne au Cameroun les acheteurs véreux qui truquent balances, prix et calculs. Ils accordent des crédits à des taux usuriers pour recouvrer plus tard par les produits agricoles.

Quelle est la possibilité pour le PIDMA de promouvoir l'ET agricole capitalisant les opportunités de la CEMAC au Cameroun?

Cette question centrale nous amène à dégager les questions spécifiques :

Quel est le niveau de préparation des territoires d'implantation des coopératives agricoles partenaires du PIDMA à l'entrepreneuriat territorial agricole?

Quel lien Existe-il entre le PIDMA et l'entrepreneuriat territorial agricole capitalisant les opportunités de la CEMAC au Cameroun?

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Pour répondre aux questions de recherche, un éclairage de la littérature théorique et empirique est nécessaire.

1.1. Les fondements théoriques de l'entrepreneuriat territorial agricole

Les travaux sur l'entrepreneuriat territorial sont relatifs à ceux des auteurs sur les « systèmes localisés d'innovations » (Gilly et Grossetti, 1993 ; Colletis, Gilly et Pecqueur, 2001). Ces auteurs cherchent à appréhender les systèmes d'innovation à un niveau méso en élargissant la notion de méso-système productif (MSP) aux situations d'innovation de (Brandt, 1991 ; Gilly, 1987, 1992). La notion de MSP met en valeur la force de la proximité organisationnelle (Rallet et Torre, 2001) dans la constitution des systèmes. Elle prend aussi bien la dimension historique, les politiques publiques, les processus endogènes au niveau technico-productif et institutionnel, les processus exogènes liés à l'environnement.

D'après Rallet (1993), l'importance de la proximité géographique dans les processus d'innovation technologique doit être relativisée en fonction du degré d'intensité des interactions entre les agents et de l'importance des connaissances tacite. La bipolarisation industrielle (secteur en développement, secteurs en déclin) qui menace de déchirer les tissus économiques est la conséquence d'une vision « verticale » du développement trop exclusivement macro-économique.

Pendant que les Américains Friedmann et Douglas développent une doctrine du développement agropolitain à base de solidarité communaliste et d'auto satisfaction des besoins, Guigou (1978)⁵ met en avant la coopération intercommunale et Perrin (1984)⁶, prône une analyse méso-économique de l'espace qui considère les territoires comme des écosystèmes.

⁵J.L. Guigou (1978), « Coopération intercommunale et nouveau modèle de croissance » Revue d'Economie Régionale et urbaine, n°4.

Dans le recensement des formes d'organisations spatiales dans la proximité des producteurs, on trouve également les SYAL (Systèmes Agroalimentaires Localisés⁷) qui sont définis comme « des organisations de production et de services associés de par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique » CIRAD-SAR (1996).

Le SYAL démontre que la territorialisation de la production ne se limite pas à l'industrie traditionnelle ou à celle de l'innovation. Elle insiste sur des caractéristiques propres tels que :

- le rôle identitaire particulier des biens alimentaires ;
- la spécificité de la matière première vivante, périssable, hétérogène et par nature saisonnière ;

La forme SYAL peut prendre un tour beaucoup plus complexe lorsque les territoires produisent plusieurs biens et services (notamment touristiques). On est alors en présence d'un modèle dit du « panier de biens » (Pecqueur, 2001). Ce panier est une combinaison complexe de divers éléments qui révèlent l'existence « d'écosystème sociétaux » dans lequel se coordonnent les éléments de proximité géographique d'abord et de proximité organisationnelle ensuite. Ces éléments empruntent à la sphère de l'homme (facteurs technico-économico-anthropiques) et à la sphère de la nature (facteurs éco-climato-pédologiques). Partant de ces différentes caractéristiques, on aboutit à l'idée que ce ne sont pas seulement les produits et les services qui se vendent localement, mais à travers les contributions de tous les acteurs (privés et publics) et l'intégration des aménités environnementales (paysages, climat, ressources), c'est donc le territoire qui est lui-même le produit vendu, c'est lui qui constitue l'offre composite. L'avantage qui peut se dégager du passage de la somme des produits locaux à la production territoriale constitue un effet de rente dite « de qualité territoriale » (Mollard, 2001). Krugman (1995) propose l'idée d'externalité locale (local external economics). Ces externalités se concrétisent par les clusters. L'idée des clusters issue des districts industriels italiens, va être définie par Porter M. (2000): "a clusters is a geographically proximate group of interconnected companies and associated institutions in a particular field, linked by commonalities and complementarities. The geographic scope of a cluster can range from a single city or state to a country or even a group of neighbouring countries".

Le cluster est ainsi considéré comme un mode d'organisation pertinent de l'industrie pour les pays du Sud, comme le montrent les réflexions de Mac Corrick D. (2003) s'interrogeant sur l'opportunité de favoriser les clusters industriels en Afrique.

⁶ J. C. Perrin (1984), « Economie spatiale et méso-analyse », in Aydalot, Crise et Espace, Ed. Economica, Paris.

⁷ La notion est née dans l'équipe TERA du CIRAD autour d'un rapport CIRAD- SAR (1996) et des papiers divers encore en littérature grise, mais dont on espère qu'ils sortiront dans les revues scientifiques confère : C. Cerdan et D. Sautier (1998). On pourra également lire avec intérêt l'illustration pour l'agriculture andine dans le cas des fromageries de Cajamarea ou Pérou, dans la thèse de F. Boucher (2004) dirigé par D. Requier Desjardins.

Depuis longtemps les économistes savaient que la théorie des avantages comparatifs énoncée au 19^{ème} siècle par David Ricardo ne permet plus d'expliquer l'évolution des échanges commerciaux. Pourtant, il a fallu attendre la fin des années 1970 et la nouvelle théorie du commerce international pour en rendre compte théoriquement. Aujourd'hui, la littérature académique enseigne toujours les vertus du libre-échange, tenant compte ainsi des importantes limites posées par Paul Krugman aux conclusions de la politique commerciale stratégique.

Dans ces conditions, s'il ne devait exister qu'une seule doctrine reconnue par tous les économistes ce serait celle-ci : « *advocate Free Trade... [because] international trade benefits a country* » (Krugman [1987], p. 131) et ce d'autant plus que l'analyse ricardienne fonctionne toujours. Néanmoins, la dernière phase de la mondialisation, depuis les années 1980, a quelque peu modifié la donne puisqu'une partie du commerce échappe au champ d'application de la théorie ricardienne.

Il nous semble évident que parallèlement à la logique des avantages comparatifs, il existe une logique territoriale basée sur des avantages différenciatifs⁸. Ces derniers peuvent se définir comme une sorte particulière d'avantage absolu avec une propriété spécifique, celle d'être non reproductibles. Cette notion est directement liée à celle du territoire puisque c'est lui, de part ses qualités intrinsèques, qui confère aux produits ses spécificités. Le concept de territoire, issu du latin *territorium*, a dans un premier temps été utilisé pour définir un espace sur lequel s'exerçait une autorité ou une juridiction.

Ce n'est qu'à partir des années 1980 que les géographes ont considérablement élargi son champ sémantique au point qu'aujourd'hui, il existe une multitude de définitions selon le domaine étudié. D'un point de vue économique, le territoire est un espace physique borné « *résultant d'un processus de construction sociale complexe et inscrit dans la longue période* » (Pecqueur, 1995). Il est composé d'acteurs (ménages, entreprises, institutions...) déterminés par une culture, un vécu, des connaissances et un savoir-faire. En ce sens, le territoire ne peut être envisagé en dehors du contexte historique et de son passé et conditionnels processus de production et les biens produits dans sa circonscription.

Favreau (1960) démontre l'échec des différents modèles de développement et fait l'apologie d'une économie qui place le territoire au centre. Selon lui, le développement a effectivement été réalisé là où une forte intervention de l'Etat a été combinée à des choix appropriés d'insertion dans

⁸ Coissard S., Pecqueur B (2007) « Des avantages comparatifs aux avantages différenciatifs, une approche par le territoire », Les dynamiques territoriales : débats et enjeux des différentes approches disciplinaires, XLIII^e Colloque de l'ASRDLF Grenoble et Chambéry 11-12 et 13 juillet 2007.

l'économie mondiale dans le cadre de partenariat avec des entrepreneurs privés locaux. C'est le cas des nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie du Sud-est. Ce qui contredit la théorie d'un Etat minimal et d'un marché puissant. C'est surtout grâce à l'État que l'industrialisation a décollé au Brésil (des années 30 aux années 50), en Algérie (des années 60 et 70), ou en Corée du Sud (des années 60 aux années 80). L'auteur affirme qu'on peut conclure aujourd'hui avec plus de certitude que: (1) les théories libérales ont raisonné et agi comme si l'économie du développement, avec ses investissements, ses infrastructures et ses circuits financiers avaient commencé au XIXe siècle en Europe occidentale sans besoin de l'État; (2) les théories marxistes avaient raisonné et agi comme si l'intervention de l'État pouvait faire l'économie des économies locales et du marché (Marchant, 1991). *"Dans tous les cas de figure présentés (théorie libérale, théorie «développementiste» et PAS⁹), c'est le premier développement, celui des territoires¹⁰ et de l'économie populaire, qui a été ignoré..."* L'œuvre d'Essombe-Edimo (2005 ; 2017) qui porte sur les configurations spatiales de la production industrielle affirme que dans les pays développés, les politiques économiques en quête d'efficacité mobilisent désormais la géographie et notamment le **territoire**. Il explique les conditions qui ont favorisé l'émergence du modèle de système productif localisé (SPL), expose ses différentes variantes et démontre le lien avec le développement local. Nous avons identifié les constantes des différents types du SPL qui ont constitué les caractéristiques constitutives de modèle théorique du territoire économique (TE) que nous avons construit.

Quant à Djatcho Siefu D. (2014), un point d'honneur est accordé aux thèses régulationnistes et institutionnalistes qui désormais expliquent les comportements économiques. Il dénonce la prépondérance de la thèse d'individualisme méthodologique. Selon Djatcho Siefu D. (2012)¹¹, l'Etat doit jouer un rôle déterminant dans une économie de proximité ou territoriale, en renonçant à l'approche *"verticale, sectorielle et cloisonnée"* en faveur d'une stratégie *"transversale et intégrée"* qui se *"traduira par des politiques territoriales plutôt que par des politiques sectorielles"*. Cet auteur soutient que le développement régional ne peut s'enclencher sans la mobilisation et la construction des ressources locales à travers le développement des initiatives locales.

Selon Olivier Coppin en 2002, l'acte d'entreprendre ne dépend pas que de la capacité intrinsèque de l'entrepreneur et des ressources dont il dispose, mais aussi et surtout des influences et du rôle de l'environnement. Cet environnement favorable à l'entrepreneuriat est appelé milieu innovateur. Il soutient l'importance des facteurs immatériels tels que: le réseau d'acteurs et les

⁹ PAS : Programme d'Ajustement Structurel

¹⁰ NB: Le gras dépend de nous.

¹¹ Djatcho Siefu D. (2012), Gouvernance territoriale et développement industriel à Douala, Thèse de doctorat Pub Avril 2012, Grenoble France.

institutions régulatrices. Concernant celles-ci, l'auteur a mis en exergue leur rôle très déterminant : *"La définition de "règles du jeu" présente en effet pour les agents économiques un caractère à la fois normatif mais aussi inductif. En produisant de la perspective, les institutions contribuent à créer une certaine lisibilité des opportunités; ce que recherchent les entrepreneurs"*. Pour étayer son propos sur le rôle des pouvoirs publics, il expose les Territoires de renom ayant bénéficié des soutiens multiformes de l'Etat: le pôle aéronautique de Toulouse en France, Silicon Valley (cluster informatique) aux EU, etc.

Bien avant, Moïses Ikonoff en 1983 dans son papier sur le rôle de l'Etat que nous considérons comme une boussole pour notre recherche, aborde plusieurs concepts essentiels. Il présente les *"principaux traits"* du développement: les sociétés périphériques, le changement de structure, le plan, le projet et la stratégie de développement; et les notions telles que: relation internationale, l'Etat comme principal agent économique. L'auteur soutient le rôle prépondérant ou l'interventionnisme de l'Etat en référant le lecteur au chaos économique en Argentine et au Chili dans les années 1970 suite à la libéralisation économique outrancière; et à la prospérité économique de la Corée du Sud durant la même époque grâce à un interventionnisme très fort de l'Etat.

En citant Perroux (1982), il soutient : le rôle de l'Etat, la planification, les pôles de développement et l'économie mixte. Au sujet du rôle de l'Etat, il écrit: *"Un Etat économiquement créateur est nécessaire à des entreprises économiquement créatrices: elles seraient impuissantes sans lui, il serait impuissant sans elles"*¹². Face à la persistance des échecs de développement du tiers monde, l'auteur dit que ce n'est pas le rôle de l'Etat en tant qu'agent économique qu'il faut remettre en cause, mais la carence démocratique qui bloque le potentiel de créativité. Le nouveau projet de société cher à cet auteur, libérateur du potentiel de créativité se trouve selon nous dans **l'entrepreneuriat territorial (ET)**. Ce nouveau projet de société nous a motivé à examiner la préparation appropriée des territoires par l'action gouvernementale dans le cadre d'une intégration régionale.

1.2. Revue de la littérature empirique

Du fait notamment de dotations initiales en ressources naturelles favorables, ou d'une avance technologique, les pays disposent d'un certain nombre de secteurs d'activité (exemple des marchés agricoles) pour lesquels ils bénéficient d'un avantage absolu (Smith, 1776 op cit), c'est à dire pour

¹² Perroux F. (1982), « Dialogue des monopoles et des nations « équilibre » ou dynamique des unités actives ? », PUG

lesquels les entreprises nationales produisent à un coût de production inférieur à celui d'une entreprise étrangère.

Ce concept de Smith présente l'inconvénient d'exclure de l'échange international les nations qui ne disposent d'aucun avantage absolu. Cette limite et un contexte économique particulier, vont conduire David Ricardo à proposer une approche différente basée sur la comparaison des productivités et sur des avantages comparatifs. En fait, au lieu de s'intéresser au fondement de l'échange (Smith), l'économiste anglais se demande « qui échange quoi ? » en raisonnant sur des coûts relatifs plutôt que sur les coûts absolus. Cette vision permet d'expliquer pourquoi certains biens seront produits sur le territoire puis exportés alors que d'autres seront importés promouvant ainsi la dynamique de l'entrepreneuriat territorial. L'analyse ricardienne s'appuie sur les différences en termes de techniques de production pour expliquer la spécialisation et donc le commerce international. Cependant, aujourd'hui, les avantages comparatifs ne permettent plus d'expliquer la structure des échanges. Certes, certains prolongements ont permis de retarder l'échéance, ainsi le modèle Heckscher-Ohlin- Samuelson a utilisé la notion de dotations relatives en facteurs de production, Léontief a mis en avant l'hétérogénéité internationale du travail, le théorème de Rybszynski s'est intéressé à la construction des dotations initiales et R. Vernon aux différences technologiques sans toutefois mettre la lumière sur la compétitivité omniprésente aujourd'hui dans l'intégration régionale.

Sans revenir sur la rhétorique de la compétitivité défendue par la théorie pop et critiquée par Krugman (1998), il faut admettre que la notion de compétitivité est omniprésente dans les débats autour de la mondialisation et l'intégration régionale. D'un point de vue purement théorique, elle était déjà sous-jacente dans le concept d'avantage absolu de Smith notamment au travers des phénomènes monétaires. Contrairement, aux avantages comparatifs de Ricardo, le concept de Smith s'établit en comparant deux pays (alors que pour Ricardo il s'agit de la comparaison de la productivité entre deux secteurs d'un même pays) et permet d'envisager les questions de différentiels de salaires ou de taux de change (Smith, 1776 *ibid*).

Des années plus tard, le rapport du Conseil des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) en 2009 établit un diagnostic de l'intégration régionale (IR) en Afrique sur les plans des échanges des marchandises et des investissements. Le rapport regrette que *"malgré la longue histoire de l'IR sur le continent"*, le commerce intra-régional africain reste inférieur à celui des autres régions économiques. Selon ce diagnostic, le commerce intra-régional africain est faible, et très faible en Afrique centrale (moins de 2%). Entre 2004 et 2006, la part en pourcentage du commerce intra-africain est de 8,7% pour les exportations et 9,6% pour les importations.

Dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), les échanges intra-régionaux sont globalement moins de 1% avec le Cameroun qui rafle plus de la moitié. Les raisons avancées de cette faiblesse sont: les conditions initiales (divergence de niveau de vie, économies similaires ou non complémentaires, infrastructures défaillantes, etc.). S'agissant des investissements intra-africains, le rapport note que l'investissement étranger direct (IDE) intra-régional est concentré dans les pays de l'Afrique australe et du Nord. Les causes indexées sont: la médiocrité de la production ; l'absence de technologie, de savoir-faire et d'informations. Par ailleurs, les principaux concepts développés dans ce rapport sont: l'effet *d'allocation* (avec ses corollaires: effets d'échelle et effet de variété), l'effet *d'accumulation*, l'*expansion* et le *détournement* des échanges, le *modèle de gravité*, les *forces d'attraction et de répulsion*, qui justifient et expliquent l'IR.

Par ailleurs, dans son opuscule sur le concept et application du milieu innovateur de (Maillat, 1996)¹³, Proulx (1994) affiche un penchant professionnel ou pratique plus affirmé dans son analyse de l'économie territoriale. Dans la partie théorique, il définit sept facteurs ayant motivé l'émergence de ce nouveau paradigme de développement. Il définit également en référence à Maillat et al (1992)¹⁴ les composantes du milieu innovateur dont certains ont été considérés par nous comme caractéristiques du Territoire économique (TE). Il présente aussi un "*octogone des milieux innovateurs*" que nous considérons comme un référentiel pour des monographies et actions de développement. Dans les approches techniques, il présente un modèle de planification et des actions de construction et d'animation d'un milieu innovateur dont certains seront également considérés comme caractéristiques de l'entrepreneuriat territorial (ET). Il s'agit notamment de la mise en place d'un "*forum territorial de réflexion collective*". Il est étonnant qu'il ne parle nulle part du pilier qu'est la "coordination des acteurs" pourtant ce forum n'est que le produit et un outil de celui-ci. Son ouvrage est d'un intérêt particulier pour la définition des caractéristiques du TE, des rôles de l'Etat et des Institutions de Promotion de l'Entrepreneuriat Territorial (IPET).

Sur le plan de l'expérimentation, nous avons eu un penchant particulier pour l'étude menée en 2012 par Cristina Lopez et Anthony Hua¹⁵. Pour étudier les stratégies de développement des projets territoriaux de l'Ile de France, les auteurs partent des parties I, II, III, intitulées

¹³ MAILLAT D. (1996), Du district industriel au milieu innovateur : contribution à une analyse des organisations productives territorialisées, working paper n° 9, 606a. Institut de Recherches Economiques et Régionales (IRER).

¹⁴ MAILLAT D., et LECOQ B, (1992), « New Technologies and Transformation of régional Structures in Europe : The rôle of the Milieu », *Entrepreneurship and Regional Development*, 4, 1-20

¹⁵ Lopez C. et Hua A. (2012): *Les stratégies de développement économique dans les projets territoriaux de développement durable en Ile-de-France: Présentation des aspects théoriques et analyse de cas*, IAU Ile de France, Paris, consulté le 17/05/2017, http://www.drice.iledefrance.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/IAU_Place_de_leconomie_dans_les_AG21_VF092012-1.pdf

respectivement: le développement durable/soutenable, les enjeux pour les démarches d'économie territoriale, les potentiels de l'économie verte en Ile de France; pour construire le modèle théorique d'une stratégie de développement territorial durable. Dans la partie IV, ils étudient des cas. Pour la promotion de l'économie territoriale, ils mettent en exergue les éléments clés suivants: les rendements d'échelle, l'innovation, le capital humain, l'intervention judicieuse de l'Etat, l'organisation des acteurs, la complémentarité, la captation de l'extérieur, la circulation des richesses dans le territoire, la spécialisation territoriale. Selon ces auteurs, *«l'écologie industrielle et l'économie de la fonctionnalité sont sans doute ceux qui répondent le mieux en théorie, aux enjeux globaux actuels »* de l'entrepreneuriat Territorial.

Ce qui a le plus retenu notre attention c'est la spécification empirique de l'étude. La méthodologie est articulée en trois points: l'échantillonnage, les sources d'information et la grille d'analyse. Pour l'échantillonnage, ils ont choisi 11 collectivités territoriales décentralisées (CTD) sur 130. Ils reconnaissent que le choix n'est pas statistiquement représentatif, *"biaisé car nous avons sélectionné les Agendas 21 qui présentaient une composante forte en matière économique"*. La validité repose sur: la diversité des documents analysés, la couverture des différentes échelles géographiques et temporalités, etc. Les sources d'information indiquées sont: la recherche documentaire (la principale) et les entretiens. Une grille d'analyse a été élaborée autour de 4 types de stratégies économiques. A notre humble avis, les techniques et outils de traitement des données ont manqué à leur présentation.

II. METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Compte tenu de la spécificité de notre étude qui relève des sciences sociales, la méthode hypothético déductive est celle que nous avons choisie pour investiguer dans cette recherche.

Nous avons choisi l'approche qualitative pour notre recherche parce que nous voulions bien comprendre les phénomènes sociaux non quantifiables, relatifs à l'ET. En effet, les informations recherchées (et donc collectées) se rapportent aux situations des phénomènes; aux perceptions, aux attitudes, aux comportements, aux perspectives et aux projets des acteurs territoriaux dans le domaine de l'ET agricole.

Les documents exploités comprennent: les ouvrages de la bibliothèque virtuelle de l'institut panafricain pour le développement en Afrique centrale (IPD-AC)¹⁶, la bibliothèque virtuelle de l'Université Pierre Mendès de France et de l'université de Yaoundé II, et les documents publiés sur internet. S'agissant particulièrement de la CEMAC, l'accès aux documents connexes s'est fait

¹⁶ Certains nous étaient envoyés depuis début 2016

exclusivement par internet. S'agissant du diagnostic institutionnel de PIDMA, les documents ont été disponibles à internet et à leur siège à Yaoundé et dans les unités régionales. S'agissant de l'analyse factuelle de l'efficacité de l'action gouvernementale, la documentation portant sur les textes officiels (politiques et stratégies) a été trouvée sur internet; les documents de référence et les rapports d'activité des Services du MINADER ont été trouvés notamment au Service Régional du Développement Local et Communautaire du Centre et au siège de la direction du développement local et communautaire (DDLC), tous à Yaoundé.

Les techniques de collecte de données incluent: les entretiens semi structurés formels, des entretiens informels d'approfondissement ; l'observation directe ; la recherche documentaire basée sur les unités d'information significative, la triangulation, et l'identification des unités d'information significative par le logiciel Adobe Acrobat 8.

Les techniques de traitement des données comprennent : la logique, l'analyse documentaire (qualitative, quantitative et thématique), la triangulation, le scoring, et les modèles construites dans le cadre de notre recherche.

Pour **la première question**, les éléments spécifiques sont les suivants:

- ✓ Le diagnostic institutionnel de PIDMA (sur le modèle de : to be, to relate and to do) pour caractériser : ses capacités intrinsèques (statutaire, organique, cognitive et matérielle), sa stratégie d'encadrement, ses appuis (les actions de préparation effective). Les documents divers ont été consultés : document projet, Termes de référence de recrutement des experts, liste des thèmes de formation, rapports d'activités, interviews, etc.
- ✓ Echantillonnage ou choix des territoires expérimentaux : l'étude étant centrée sur des aspects ou éléments de différentes natures influençant la promotion de l'ET agricole par le PIDMA, on ne peut pas parler stricto sensu d'une population et d'un échantillonnage. Il y en a plusieurs selon les centres d'intérêts qui sont : les territoires des coopératives, les documents de politique de développement, les IPET, etc. Dans toutes les « enquêtes » menées, l'échantillonnage s'est basé sur des choix non probabilistes, guidés par la conjonction de la commodité (facilité de l'enquête) et des avis des personnes ressources recueillis lors de la collecte des données primaires sur la performance et la représentativité des unités des populations.
- ✓ S'agissant de l'expérimentation sur les Territoires, nous avons considéré comme population les 52 coopératives prioritaires de PIDMA dont 2 coopératives ont été choisies et leurs Territoires d'implantation ont constitué l'échantillon selon les critères définis dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : critères de représentativité socioéconomique des territoires de l'échantillon

Territoires	Coopératives de référence	Région	Département	Culture	Spécialité	Ancienneté
Commune de Bangangté	SOCOOPROM	Ouest	Ndé	Bamiléké	Maïs	Nouveau
Commune de Ngoulamakong	SOCOOPROMAN	Sud	Mvila	Béti	Manioc	Ancien

Sources : Auteurs à partir des données de terrain

Pour la **seconde question**, les traits spécifiques de la méthodologie sont les suivantes :

- ✓ Expérimentation de l'action gouvernementale stratégique (niveau supra : géopolitique, niveau macro : politique économique). Pour le faire les documents les plus significatifs sont cités en bas de page¹⁷. Les méthodes d'analyse étaient : l'analyse quantitative et l'analyse qualitative basée sur les unités d'information significative suivante citée en bas de page¹⁸.
- ✓ Expérimentation de l'action gouvernementale tactique ou opérationnelle : Les institutions de développement phares ont été choisies : le MINEPAT et ses projets PNDP et Agropoles ; le MINADER et sa DDLIC ; le Ministère de l'Administration Territoriale et de la décentralisation (MINATD/les CTD). A cet effet les documents exploités sont : les décrets d'organisation, les lois portant sur les CTD, les documents de référence, rapports d'activités et les interviews. Les méthodes d'analyse des documents étaient : l'analyse quantitative et qualitative basée sur les unités d'information significatives ; et l'analyse thématique.

III. RESULTATS

Nous avons distingué les résultats prévisibles ou attendus qui découlent automatiquement de la formulation des questions ou hypothèses de recherche et des résultats contingents.

Deux modèles de territoire économique (agricole) : le modèle de territoire économique basique (avec 24 caractéristiques) et celui de territoire économique avancée avec 29 caractéristiques dont les 24 caractéristiques basiques. Les synopsis de ces modèles baptisés « *fiches de contrôle l'entrepreneuriat territorial ...* » sont en annexe. (*cf annexe 2, 3, 4, 5 et 6, des tableaux 3 à 8*).

¹⁷ Cameroun Vision 35, Février 2009, Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi du Cameroun, révisé en 2009, la Stratégie de Développement du Secteur Rural (Sous-secteur Agriculture et Développement Rural), 2005 le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi du Cameroun, révisé en 2009, le Plan national d'investissement agricole du Cameroun, PNIA 2010-2014, Dernière version avant validation, 2014

¹⁸ CEEAC, CEMAC, cluster, intelligence, international, local(e), marketing territorial, territoire, territorial, territorialisation, pôle, sous régional, , promotion du territoire, etc.

Trois modèles de préparation des territoires à l'ET agricole

élaborés : Il s'agit de : la préparation basique (pour un ET à la conquête du marché local ou national), la préparation avancée pour l'ET conquérant l'international et particulièrement le marché communautaire CEMAC ; et la préparation diffuse, indirecte et globale, dépendante de l'action gouvernementale destinée au moins à améliorer le contexte national et international qui libère et favorise l'expression opérationnelle des capacités.

Les opportunités de l'agrobusiness sur le marché CEMAC : Parmi ces opportunités nous avons identifié celles purement institutionnels, (l'harmonisation des règles commerciales, bancaires, tarifaires qui assurent la prévisibilité des actions, le protectionnisme par les règles d'origine et la tarification (tarif nul pour les produits d'origine CEMAC et le tarif extérieur commun pour les produits non CEMAC), etc.) ; les brèches économiques (notamment une spécialisation exogène et une dépendance des importations vivrières) ; les avantages géographiques notamment la contiguïté du Cameroun avec tous les pays réduisant les délais et coûts de transport et transactions transfrontalières, le français comme langue officielle commune, etc.

Les résultats montrent que l'état des caractéristiques essentielles des territoires est d'un niveau faible, et que la perspective (niveau de préparation) est également faible¹⁹ ; et donc, non seulement les territoires ne sont pas des territoires économiques (TE), mais ils ne pourront pas l'être à court terme et qu'il faudra un temps de préparation long pour qu'ils soient prêts à se lancer dans une phase pratique de l'ET basique. Le tableau 7 en annexe 5 précise bien ces résultats.

En effet, les résultats montrent que : les niveaux de préparation globale en agrobusiness international de Bangangté et de Ngoulemakong sont respectivement de 1,22/5 et de 0,9/5 (tous très faibles)²⁰. Le PIDMA dispose des capacités intrinsèques (statutaire, organique, cognitive, matérielle) de promotion d'un agrobusiness international galvaudées par un objectif peu révolutionnaire ou peu original. Cet objectif beaucoup plus classique, est la compétitivité des coopératives et des chaînes des valeurs. ; Le PEDMA se distingue par un encadrement lui aussi classique, n'observant pas les principes de développement communautaire (notamment : l'indétermination, le développement des partenariats locaux, l'animation du territoire, la transversalité et l'intégration des appuis) et les défis de la compétitivité internationale des entreprises modernes.

¹⁹ L'expérimentation a prouvé que : 1) le territoire de la commune de Bangangté qui a un niveau de préparation est faible (de 1,8 sur 5) et de perspective pondérée faible (1,8/5) n'est pas préparé pour l'entrepreneuriat territorial ; 2) la commune de Ngoulemakong dont le niveau de l'état des caractéristiques est faible (de 1,73/5) et de la perspective pondérée faible (2,05/5), ne sont pas préparées pour l'entrepreneuriat territorial basique.

²⁰ Voir tableau 8 en annexe 6 pour détails.

L'étude révèle que Malgré le fait que la politique de développement et le contexte institutionnel soient peu incitatifs en matière d'ET, les institutions sont prêts de s'y engager. Elles trouvent loisible l'entrepreneuriat territorial pour capitaliser les opportunités de la CEMAC. Reconnaisant les capacités intrinsèques avérées des institutions notamment celles du PIDMA, considérant la modicité et la facilité de l'ajustement nécessaire à la stratégie d'intervention de PIDMA, **et surtout** connaissant aussi l'identité au territoire et la tradition du développement communautaire des communautés camerounaises, nous cette étude trouve qu'il est possible pour le PIDMA de promouvoir un ET agricole capitalisant les opportunités de la CEMAC.

Par ailleurs, l'efficacité de l'action gouvernementale ou du contexte politico économique institutionnel a été évalué : La politique économique au Cameroun reste inadéquate. En effet, cette politique préconise 10 pôles régionaux sur la base des « vocations différenciées » qui en fait ne correspondent pas à des espaces de proximités, d'identité territoriale, d'autopromotion communautaire, de spécialisation fonctionnelle. Par ailleurs les institutions têtes de proue du développement (MINEPAT / PNDP et Agropoles), le MINADER/DDLC et le MINATD (les CDT) bien qu'ayant les capacités intrinsèques de promouvoir l'ET ne l'expérimentent pas à cause d'une approche d'encadrement peu ambitieuse et irrespectueuse des principes de développement communautaire. Du coup, le contexte politico-institutionnel est inadéquat et influencerait négativement le PIDMA.

L'analyse SWOT des territoires a été élaborée : Les principales hypothèques relevant du mindset (mentalité) sont le déficit criard d'affectio societatis, de la démocratie et de la liberté. La Matrice SWOT en annexe (cf annexe 1 tableau 2) en donne quelques détails.

La congruence (parfaite) entre les principes et valeurs coopératifs et ceux de l'entrepreneuriat territorial : l'intérêt de cette reconnaissance est la démonstration de ce qu'un ET agricole adossé sur les coopératives a plus de chance de prospérer et de promouvoir le développement intégral et durable des territoires, l'émergence et le rayonnement du pays concerné dans l'économie internationale.

Les outils de suivi/évaluation du développement territorial : Il n'est pas vain de remarquer l'intérêt professionnel des modèles de territoires économiques et de préparation. En dehors de l'intérêt scientifique, ces modèles baptisés « *fiches de contrôle ...* » (annexes 2,3 et 4) constituent des outils de construction, de suivi et évaluation en ingénierie territoriale.

IV. DISCUSSIONS

Malgré la rigueur scientifique observée, nous n'avons pas la prétention d'avoir traité dans la complétude les principaux aspects de cette étude. Ces aspects sont nombreux. Ci-dessus sont présentés quelques-uns qui non seulement taraudent notre esprit scientifique, mais nécessitent des analyses complémentaires.

Notion de pilier : La littérature ((Hadjou Lamara ; 2009) et bien d'autres auteurs) sur l'économie territoriale identifie deux piliers: la coordination des acteurs et la construction des ressources territoriales. Selon nous, la notion de ressource territoriale est plastique car même la coordination des acteurs est une ressource territoriale d'autant plus qu'elle est localement construite, non transférable et propre à chaque territoire. Si le pilier est défini comme un élément principal qui soutient et assure la survie et la stabilité du territoire et son entrepreneuriat, nous avons été en droit d'améliorer cette liste qui reste perfectible. Cette audace se fonde non seulement sur des données livresques, mais également sur les expériences de terrain.

Notion de caractéristique clefs²¹ : Nous avons défini les caractéristiques essentielles comme les capacités opérationnelles nécessaires pour lancer un T dans une phase pratique d'ET basique en reconnaissant que d'autres caractéristiques se construisent au fur et à mesure des expériences entrepreneuriales. A cet effet, Huit (8) caractéristiques ont été qualifiées de clefs.

Notions de coordination internationale et de gouvernance interterritoriale internationale : Nous avons prévu que deux territoires contigus des pays différents du fait des parentés entre les communautés ou d'une proximité économique peuvent fédérer leurs projets économiques. Sans avoir la prétention d'avoir fouillé profondément la littérature connexe à l'économie territoriale, nous postulons que ce phénomène doit davantage être étudié. Déjà, nous insinuons que nous avons eu de la peine à le nommer. On assiste dans ce cas de figure à une véritable intégration régionale par les peuples, par l'entrepreneuriat agricole, comparable à celle préconisée par l'Union Européenne dans le programme Interreg IV. René Kahn (2009).

L'influence du mindset en général et de la liberté en particulier²² : Notre étude a relevé la gravité des contraintes d'ordre mental. Il s'agit de l'opportunisme des acteurs, des conflits d'intérêts entre les principales parties prenantes, les ingérences politiques et institutionnelles ; bref un déficit d'affectio societatis, de liberté économique, de culture du développement. Nous craignons que notre optimisme ou conviction pour l'ET ait été excessif pour ne pas juger correctement les méfaits de ces contraintes et accepter HP. Sachant que l'ET charrie beaucoup d'intérêts et de

²¹ Les huit caractéristiques essentielles sont présentées en annexe dans le tableau 8 annexe 6 :

²² Moïse Ikonickoff (1983;op.cit.): insiste sur un nouveau projet de société et déclare en fin de son article« Encore faut-il que tous ceux dont l'opinion compte dans le Tiers Monde acceptent de réviser les stratégies qui ont conduit à l'Etat totalitaire et reconnaissent la démocratisation comme étant actuellement l'objectif prioritaire des sociétés périphériques ».

pouvoirs, connaissant le contexte politico institutionnel camerounais peu favorable en matière de liberté, de démocratie et de politique ; ces vices seuls ne suffisent-ils pas pour anticiper de l'impossibilité de promouvoir l'ET ? A notre humble avis, cette question fait l'objet d'une étude.

CONCLUSION

Les territoires non seulement ne sont pas engagés dans l'agrobusiness régional (CEMAC). Pourtant, le PIDMA dispose des capacités intrinsèques statutaire, organique, cognitive, et matérielle pour la prise en compte de la dimension internationale et donc régionale (CEMAC). Malheureusement, l'encadrement dispensé est très classique (pour les entreprises classiques) et par conséquent, n'induit pas un agrobusiness territorial conquérant le marché communautaire CEMAC. A cet effet, nous proposons les recommandations suivantes au PIDMA : intégrer la développement territorial dans ses objectifs et sa stratégie, privilégier les coopératives dont les ressorts territoriaux sont pertinents et donc les projets sont territoriaux et non élitistes, appliquer les principes de développement communautaire notamment (l'indétermination, l'animation du territoire, le développement des partenariats productifs locaux, l'inter-territorialité), formaliser la dimension internationale avec la construction des ressources spécifiques dans les appuis et les projets des coopératives, précéder l'engagement pratique des T dans l'ET d'un temps de préparation de base axée sur les huit caractéristiques essentielles pour l'entrepreneuriat primaire ou basique et en outre sur les 4 caractéristiques ou dimensions de l'intelligence territoriale²³ avec un accent particulier sur l'apprentissage territorial.

Cette étude a connu quelques faiblesses. Il s'agit notamment de l'indisponibilité de certains répondants clefs tels que les présidents des CDV et des chefs de village, le bâclage des réponses car le questionnaire était long, l'insuffisance des ressources pour prolonger les séjours dans les territoires afin de rencontrer des acteurs clefs et même pour organiser plutôt des ateliers relevant de la Méthode Active de Recherche et de Planification Participative (MARPP). Les points forts suivants : l'étude par paliers : des territoires village/commune, des OPA : OPA de base/union ou fédération des OPA et coopératives ; l'approche qualitative et l'analyse logique ; la triangulation ; ont permis de glaner des informations très déterminantes pour la validité des résultats.

²³ L'entrepreneuriat ou développement territorial comme tout développement communautaire quelle que soit sa dimension est fondé sur un processus d'éducation et d'apprentissage. C'est ce qui explique le dicton selon lequel l'agent de développement travaille pour être inutile à terme. Il n'y a donc pas d'ET sans apprentissage. Ainsi donc la rigueur aurait voulu que l'apprentissage territorial soit parmi les caractéristiques définies pour l'ET basique. Nous avons préféré ne pas le détacher de l'intelligence territoriale dont elle est un élément important juste pour la forme.

En considération de la crise financière qui frappe de plein fouet les Etats de la CEMAC ; les objectifs de la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, la révolution agricole et industrielle (agriculture de 2nde génération), et l'émergence du Cameroun en 2035²⁴ ; pourraient être efficacement concrétisés si l'entrepreneuriat agricole bénéficie d'une place aussi prépondérante.

Références Bibliographique

CNUCED (2009): *Le développement économique en Afrique : Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique*, NATIONS UNIES, New York et Genève, consulté le 21/05/2017, http://unctad.org/fr/Docs/aldcafrica2009_fr.pdf

COISSARD Steven et PECQUEUR Bernard (2007) « Des avantages comparatifs aux avantages différenciatifs, une approche par le territoire », Les dynamiques territoriales : débats et enjeux des différentes approches disciplinaires, XLIII^e Colloque de l'ASRDLF Grenoble et Chambéry 11-12 et 13 juillet 2007.

Coppin O. (2002): « Le milieu innovateur : une approche par le système », in *Innovations, Cahiers d'économie de l'innovation* N°16, 2002-2, pp.29-50, consulté le 17/05/2017, https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=INNO_016_0029.

Djatcho Siefu D. (2012), Gouvernance territoriale et développement industriel à Douala, Thèse de doctorat Pub Avril 2012, Grenoble France.

Djatcho Siefu.D., (2008), *Gestion durable des ressources halieutiques : cas de la pêche dans les localités de Youpwé et Manoka (Douala)* Mémoire de DEA, Université de Yaoundé II.

Djatcho Siefu D. (2014) : Mutations spatiales et régionales en zone CEMAC, Cours polycopié, Elearning Program, Master PDIR 2, IPD-AC.

Essombe Edimo J. R. (2017) : Nouvelles configurations spatiales de la production industrielle, Cours polycopié, E-learning Program master II, IPD-AC.

²⁴ L'émergence du Cameroun est fixée en 2035 ; cependant, celle de la CEMAC serait fixée en 2025.

Essombe Edimo J. R. (2017) : Cours "Nouvelles configurations spatiales de la production industrielle" e-learning master II, IPD-AC, 2017

Essombe Edimo J.R., (2005), « le développement territorialisé à Douala : fondements et repérage des modalités institutionnelles d'une dynamique nouvelle », in *Revue Mondes en développement*, n° 130, vol. 30.

Favreau L. (2004): « Théories et stratégies de développement au sud: itinéraire de 1960 à aujourd'hui », dans *Série Recherche* N° 32, CRDC, Université de Québec en Outaouais, Consulté le 17/07/2017, http://jupiter.uqo.ca/crdc/00_fichiers/publications/cahiers/R32.pdf.

Guigou J.L. (1978), « Coopération intercommunale et nouveau modèle de croissance » *Revue d'Economie Régionale et urbaine*, n°4.

Hadjou L. (2009): « Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales », in *Développement durable et territoires* [En ligne], Varia (2004-2010), mis en ligne le 07 juillet 2009, consulté le 09 octobre 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/8208> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.8208

Ikonikoff M. (1983): « Théorie et stratégie du développement : le rôle de l'État », in *Revue Tiers-Monde*, tome 24, n°93, 1983. pp. 9-33;[en ligne] consulté le 22/05/2017, http://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1983_num_24_93_4253

Kahn R. (2009) : « La place des territoires dans la nouvelle stratégie économique européenne » in *Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe* N° 21 Hiver 2009 PP. 20-23[En ligne], <http://opee.unistra.fr/spip.php?article190> Bulletin de L'Observatoire des politiques économiques en Europe

Krugman, P., (1991 b), *Geography and Trade*. Cambridge, MA: MIT Press.

Krugman, P., (1991a), Increasing returns and economic geography, *Journal of Political Economy*, 99, 3, 483-499.

Krugman, P., (1993), First Nature, Second Nature, and Metropolitan Location, *Journal of Regional Science*, 33, 2, 129-144.

Krugman, P., (1998), What's new about the New Economic Geography?, *Oxford Review of Economic Policy*, 14, 2, 7-17.

Lopez C. et Hua A. (2012): *Les stratégies de développement économique dans les projets territoriaux de développement durable en Ile-de-France: Présentation des aspects théoriques et analyse de cas*, IAU Ile de France, Paris, consulté le 17/05/2017, http://www.drie.iledefrance.developpementdurable.gouv.fr/IMG/pdf/IAU_Place_de_leconomie_dans_les_AG21_VF092012-1.pdf

Maillat D. (1996), Du district industriel au milieu innovateur : contribution à une analyse des organisations productives territorialisées, working paper n° 9, 606a. Institut de Recherches Economiques et Régionales (IRER).

Mailat D., (2002), « interactions entre système de production localisé: une approche du développement régional endogène en termes de milieu innovateur » in *villes et croissances, théories, modèles, perspectives* Anthropos

Mailat D., et LECOQ B, (1992), « New Technologies and Transformation of régional Structures in Europe : The rôle of the Milieu », *Entrepreneurship and Regional Development*, 4, 1-20

Perrin J. C. (1984), « Economie spatiale et méso-analyse », in Aydalot, Crise et Espace, Ed. Economica, Paris.

Perroux F. (1982), « Dialogue des monopoles et des nations « équilibre » ou dynamique des unités actives ? », *PUG*

Ricardo, D. (1817), *On the Principles of Political Economy and Taxation*, London: John.

Smith A. (1776), *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Trad. Française, vol.2 réédition, Flammarion, Paris, 1991.

Annexe

Annexe 1 : Analyse SWOT des territoires en entrepreneuriat territorial agricole

Tableau 2: Matrice SWOT de l'ET dans les communes de Bangangté et de Ngoulemakong

Forces	T1	T2	Faiblesses	T1	T2
Organisation sociale traditionnelle : l'autorité et l'audience des chefs et dignitaires auprès des populations garantissent la participation communautaire	xx	x	Inefficacité des institutions endogènes de développement (chefferies et CDV)	x	xx
Dynamisme des populations	x		Désorganisation professionnelle des producteurs		
Existence de nombreuses associations paysannes utiles dans la sensibilisation et la mobilisation.	x		Méconnaissance des fondements, des principes et des avantages de l'ET	x	x
Similitudes géographique, culturelle et économique dans des 52 villages facilite le choix de la spécialisation fonctionnelle de la commune		xx	Déficit d'affectio societatis: individualisme, attentisme et opportunisme rampants et endémiques	x	x
Existence des institutions financières endogènes	x		Non spécialisation productive ou hyper-pluriactivité	x	x
Identité au territoire	xx	x	Déficit de démocratie locale et de bonne gouvernance:	x	xx
Esprit de développement communautaire:	xx		Conflits de leadership et d'intérêts	x	xx
Existence des ressources locales dont la révélation et l'exploitation permettraient de financer l'ET		xx	Insuffisance de capital chez les acteurs économiques pour la reconversion en cas d'ET	x	x
Perspectives alléchantes en produits ethniques ou typiques:		x	Densité de la forêt qui rend la préparation du sol très difficile		x
Disponibilité des terres	x	xx	Manque de pistes de desserte	x	xx
Mairie organiquement préparé et doté en personnel pour le Développement local	x	xx	La multiplicité des villages (52): rend la gouvernance lourde et inefficace		xx
			Mauvais états des routes villageoises et insuffisance des	x	xx

			<i>pistes de desserte des champs</i>		
Opportunités			Menaces		
<i>Présence des nombreuses institutions publiques et privées: qui fournissent des services divers et pourrait assurer la production et la circulation des informations utiles à l'ET</i>	x		<i>L'existence de nombreux programmes nationaux concurrents ou divergents et donc dispersifs des acteurs locaux</i>	x	
<i>Proximité de nombreux services d'encadrement agricole</i>	x		<i>Différences géophysiques des T de base</i>	x	
<i>Passage des routes transnationales et proximité des villages à ces routes</i>	x	x	<i>L'existence de nombreux programmes nationaux concurrents ou divergents et donc dispersifs des acteurs locaux</i>	x	xx
<i>Demande extérieure forte (CEMAC et Nigéria)</i>	x	x	<i>Ingérence étatique et interférence politique</i>	x	x
<i>Libre circulation des hommes et des biens dans la CEMAC</i>	x	xx	<i>Insuffisance de ressources des institutions d'encadrement</i>		x
<i>Les institutions de la CEMAC (et OHADA)</i>	x	x	<i>Pénurie d'énergie électrique</i>	x	xx
<i>Proximité des marchés frontaliers CEMAC</i>	x	xx	<i>Mauvaise couverture du réseau téléphonique</i>		xx
			<i>Aléas climatiques</i>	x	x

Source : Auteurs

NB : T1= commune de Bangangté ; T2= Commune de Ngoulemakong ; X= impact passable ; XX= impact fort.

Conséquence de la prospective sur la préparation des territoires

La matrice SWOT nous permet de voir si le déficit caractériel ci-dessus peut se combler par les enjeux et les forces en présence. Nous remarquons que les poids des atouts et des contraintes paraissent équivalents. Mais une analyse perspicace permet de comprendre que les contraintes suivantes: le déficit criard d'affectio societatis, l'absence de démocratie locale, les conflits de leadership, les ingérences et interférences étatiques et politiques, **toutes dépendantes de la culture ou de la mentalité**, constituent des entraves gravissimes à l'ET. Par ailleurs, la méconnaissance des fondements et de la nécessité de l'ET par tous les acteurs institutionnels (étatiques et privés) et le manque d'énergie électrique et des pistes de desserte, constituent des graves pesanteurs qui annihileraient aussi tous les atouts et les efforts d'ET.

Annexes 2

Tableau 3: Fiche de contrôle de l'entrepreneuriat territorial ou du territoire économique agricole basique

Caractéristiques	Description
Piliers	
Une équipe de leaders charismatiques et dévoués	- Existence d'une équipe d'initiateurs ou de pionniers visionnaires; - Existence d'une équipe de leaders ou dirigeants charismatiques et dévoués
Proximité géographique ou spatiale	-Sentiment d'appartenance à un même territoire; -Facilité et fait pour les résidents de se rencontrer (temps et distance); -Mécanismes et actions facilitant les rencontres et les échanges
Proximité organisationnelle	-Sentiment du destin professionnel commun, de la nécessité de solidarité et de coopération professionnelle; -Appartenance à une même organisation économique ou professionnelle ; -Mécanisme construit favorisant le regroupement des acteurs pour l'atteinte de leurs objectifs professionnels ou de développement.
Proximité institutionnelle ou cognitive	-Existence des institutions formelles et informelles régissant les interactions (coopération, concurrence, complémentarité, participation au développement local, etc.) -Sentiment de partage et de soumission aux mêmes institutions ;
Gouvernance locale ou coordination des acteurs	-Existence d'un cadre indépendant et autonome de concertation (FCT) ; -Existence d'une structure de coordination ou d'exécution du projet territorial ; des structures de coordination des actions endogènes de développement
Identité territoriale	
Espace géographique bien fixé	-Frontières bien définies; -Permettant les contacts, les rencontres, les processus de reconnaissance et de connaissance mutuelles, les échanges divers entre les acteurs;
Identité du territoire	Ensemble de choses qui distinguent le T des autres: géographie, culture, histoire
Identité au(ou par) le territoire	Sentiment d'attachement au T qui s'accompagne des actions en faveur de son développement
Planification et différenciation territoriales	

Vision (intégrée) du développement	- Economique - Social - Culturel - Etc.
Vocation	Domaine de développement économique défini : agriculture, agrotourisme, tourisme, artisanat, ou commerce
Projet territorial	-Existence d'un projet ou plan de développement intégral: économique, social, culturel, etc.
Spécialisation fonctionnelle	-Concentration des acteurs dans une chaîne des valeurs ; -Division des activités et spécialisation des entreprises dans la chaîne des valeurs ; -Réputation ; -Produits typiques ou différenciés ; -Détection des savoir-faire spécifiques ou des compétences distinctives;
Dynamique territoriale	
Territorialité (approche multi-acteurs)	L'ensemble des acteurs du T sont engagés dans le projet;
Dispositif local de soutien à l'entrepreneuriat local	Il peut être: informationnel, moral, financier, technique, matériel ou infrastructurel, etc.
Endogenéité/autopromotion	Capacité du T à promouvoir lui-même son développement, ses projets et entreprises économiques.
Transversalité ou intégralité	-Tous les domaines sont considérés: économie, environnement, aménagement du territoire, santé, etc. -Tous les acteurs territoriaux sont impliqués.
Intégration	Les différentes activités sont stratégiquement liées et concourent aux mêmes résultats
Configuration de la production agricole (SYAL)²⁵ : fonctionnement résilient et maîtrise de la chaîne des valeurs	
Prédominance de la (des) coopérative(s)	La majorité des acteurs économiques sont regroupés en coopérative (s) notamment les producteurs de base.
Spécialisation des entreprises	-La chaîne des valeurs est structurée en plusieurs activités ; -Les entreprises sont spécialisées dans les différentes activités de la chaîne des valeurs -Les entreprises et institutions se regroupent à la base par branche ou par affinité productive
Coopération	-Solidarité professionnelle (mutualisation des efforts productifs) : interpersonnelle, inter-entreprises ; -Utilisation commune de certains facteurs de production ; -Partage équitable des ressources, des retombées ou des externalités.
Complémentarité	-Existence des entreprises spécialisées dans les branches du secteur de spécialisation territoriale; -Echange des services entre les entreprises et institutions locales; -Recours « exclusif » aux entreprises du T pour les besoins de services existants dans le T
Concurrence	Emulation
Maillage institutionnel	-Existence des regroupements spécialisés des entreprises par activité de la filière ; -Existence du regroupement des groupements ; -Existence d'un regroupement faitier au niveau du T en faveur du développement.
Inter territorialité	Coopération des territoires adossée sur la coopération des coopératives agricoles

Source : Auteurs

Tableau 4 : Fiche de contrôle 2 de l'entrepreneuriat territorial agricole capitalisant les opportunités de la CEMAC

Caractéristiques	Description
Intelligence économique au sens large	
Education/apprentissage territorial	- Existence d'un dispositif territorial d'éducation ou de formation de masse et ciblée ; - Apprentissage de l'extérieur ; - Apprentissage des expériences (actions) locales ; - Inter apprentissage ; - Education civique et économique fondée sur la défense de l'économie locale ;
Innovation territoriale	- Actions d'amélioration des stratégies ou des capacités productives ; - Existence des changements dans les produits ou les stratégies productives ; - Construction des ressources spécifiques
Intelligence économique territoriale stricto sensu	- Pratique permanente du benchmarking; - Diagnostic SWOT ; - Etude permanente du marché CEMAC; - Actualisation permanente des stratégies productives ;
Coordination des acteurs	
Coordination internationale des acteurs ou gouvernance interterritoriale internationale	- Existence des affaires hors du pays ; - Existence d'une structure de coordination du projet territorial ; ou - Existence d'un territoire hors pays en coopération avec le territoire de référence ; - Existence d'une commune et autonome de concertation et de coordination des territoires;
Attractivité territoriale	
Promotion du territoire ou marketing territorial	- Promotion du territoire pour l'attraction des investisseurs et entrepreneurs; - Promotion des produits du territoire sur la base de ses qualités différenciatives (typicité)

Source : Auteurs

²⁵ Le SYAL (Système Agro-Alimentaire Localisé) est la forme la plus simplifiée acceptable et appropriée au contexte rural camerounais. Toute autre forme de cluster plus évoluée est admise : Pôle d'excellence rurale (PER), technopole, pôle de compétitivité, etc. Elle dépend des niveaux de peuplement, du tissu industriel existant, du profil institutionnel existant, des ressources, des objectifs de développement, etc.

Annexe 3

Tableau 5: Fiche de contrôle de la préparation des territoires à l'entrepreneuriat territorial agricole basique

Désignation	Description ou détails
A/ Actions de capacitance	
1- Capacitance spécifique	
Leadership local	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Identification des leaders locaux ; ✓ Coordination des leaderships ; ✓ Renforcement des capacités des leaders
Proximités	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisation des études SWOT spécifiques à chaque caractéristique ; ✓ Montrer en quoi le projet territorial peut être avantageux pour les acteurs économiques ; ✓ Conception des messages de sensibilisation et d'éducation ou de formation ; ✓ Organisation des campagnes ou sessions de sensibilisation ; ✓ Elaboration et assistance à la réalisation des actions concrètes promouvant ces proximités.
Gouvernance locale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place des mécanismes de concertation territoriale ; ✓ Mise en place du forum de concertation territorial et de l'unité de coordination territoriale
Planification et différenciation territoriales	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Diagnostic SWOT ✓ Construction du projet territorial : la vision du développement du T, sa vocation économique, sa spécialisation fonctionnelle, sa stratégie productive, ses produits différenciés à offrir sur le marché, les ressources spécifiques à construire, etc.
Identité territoriale	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La détection des ressources territoriales naturelles ou culturelles ; ✓ Valoriser des ressources en référents identitaires; ✓ Incorporation des référents identitaires dans les produits marchands ; ✓ La mise en place ou valorisation des lieux, des héros, des récits, des artefacts (objets d'art, des produits typiques, etc.), des événements patrimoniaux.;
Dynamique territoriale (dispositif local de soutien à l'entrepreneuriat)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration des programmes ou mécanismes d'aide aux entrepreneurs et entreprises; ✓ Développement des partenariats productifs locaux et extérieurs; ✓ Mise en place des structures d'accompagnement des entreprises : les centres de formation, les incubateurs, les centres de formalités administratives, etc. ;
Configuration spatiale de la production industrielle	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La facilitation de l'émergence de nouvelles entreprises spécialisées dans la chaîne des valeurs ; ✓ La facilitation de la coopération entre les entreprises et entre les territoires ; ✓ Le maillage institutionnel ; ✓ L'élaboration d'un plan d'occupation des sols; ✓ La coopération entre les T (inter territorialité)
2- Capacitance générique	
Appuis pratiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Appuis matériels et financiers ✓ Aménagement du territoire
Appuis stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Animation du territoire ✓ Renforcement des capacités des leaders, des dirigeants et principaux acteurs
Appuis mixtes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Localisation des institutions de soutien ✓ Développement des partenariats
B/ Approche d'intervention	
Indétermination	Adaptation des actions de développement aux réalités locales
Transversalité	Prise en compte des aspects sociaux, économiques, environnementaux, etc.
Multi acteurs	Implication de toutes les parties prenantes
Intégration	Agencement des actions de développement dans le temps et l'espace de manière qu'elles soient liées et concourent aux mêmes objectifs ou résultats
Rôle d'interface	Facilitation des partenariats productifs locaux et extérieurs
Contrôle de la chaîne des valeurs	Les activités de la filière de spécialisation devront être maîtrisées autant que possible par les entreprises spécialisées locales
Spécialisation des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Structuration de la filière en activités ; ✓ Appui à l'émergence des unités productives spécialisées dans un ou quelques maillons de la chaîne de spécialisation
Inter-territorialité	Promotion de la coopération productive entre différents territoires

Source : Auteurs

Annexe 4

Tableau 6: Fiche de contrôle de de la préparation des territoires à l'entrepreneuriat territorial agricole capitalisant les opportunités de la CEMAC

Actions	Description
1. capacitance par l'action gouvernementale ou politique	

Niveau macro : Géopolitique économique	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration régionale ; - Intelligence économique (et veille stratégique) ; - Marketing territorial ; <ul style="list-style-type: none"> ✓ Promotion du territoire national et des territoires locaux ; ✓ Promotion des produits agricoles des territoires
Niveau méso : Elaboration des politiques de développement	<ul style="list-style-type: none"> - Décentralisation ; - Libéralisation économique ; - Découpage administratif en « espaces pertinents » des projets communautaires ; - Elaboration d'une politique économique en basée sur les territoires : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Politique de développement territorial ; ✓ Les politiques, des stratégies et des plans agricoles nationaux basés sur le système productif localisé (SYAL et PER)
Niveau méso : action tactique	<ul style="list-style-type: none"> - Création des pôles de développement et de compétitivité agricoles ; - Création des institutions, des projets ou programmes de soutien à l'entrepreneuriat territorial agricole ; - Déconcentration et localisation dans les territoires des institutions à fort potentiel créatif et de peuplement (Enseignement, Recherche, etc.)
2. Capacitance spécifique classique	
Intelligence économique (Education/apprentissage, intelligence et innovation territoriales)	<ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration des programmes et outils d'éducation civique économique, populaire et ciblée ; de renforcement des capacités techniques ; - L'organisation des campagnes ou événements communicationnels et éducationnels ; - Le benchmarking ; - Les diagnostics SWOT territoriaux actualisés et du marché ; - La collecte des informations sur le marché et les concurrents pratiques et stratégiques ; - La formation des dirigeants du T et des entreprises.
Attractivité territoriale	<p>Le Marketing territorial</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La conception des messages de communication (diagnostic SWOT, communication institutionnelle, communication événementielle, etc.) ; ✓ Les partenariats pouvant aider le territoire à financer sa promotion ; ✓ La création d'une agence de promotion internationale ✓ L'utilisation des outils vulgaires tels qu'internet.

Source : Auteurs

Annexe 5

Tableau 7 : Fiche de contrôle du niveau de préparation de la commune de Bangangté à l'entrepreneuriat territorial agricole basique

Caractéristiques de référence		Constats/analyse		Perspectives (Effets SWOT)		SPP
Désignation	Description	Description	SE	Description	SP	
Les piliers (déterminants)						
Existence d'un groupe de leaders charismatiques	Existence de leaders charismatiques, dévoués et visionnaires	A l'exception des leaders de SOCOPROM, la majorité présentent des capacités matérielles et cognitives très limitées plombant leur charisme et volonté à l'envergure communale.	2.5/5	La rareté, l'ignorance et le scepticisme, des leaders en matière d'ET nécessiteraient un temps de sélection, de sensibilisation et de formation long, préjudiciable au lancement de l'ET.	2/5	2,25/5
Proximité spatiale	Facilité de rencontres en termes de distance et de temps	Les villages sont relativement accessibles car existence des routes et distances courtes par rapport à l'axe lourd. Le niveau de proximité actuelle ne constitue pas une hypothèque pour l'ET.	3/5	L'existence des radios locaux et d'un média local écrit, de même que la disponibilité des locaux, des structures étatiques d'encadrement réduiraient le gap de proximité.	3,5/5	3,25/5
Proximité organisationnelle	-Existence des organisations bien fonctionnelles des filières principales ; -Adhésion de la majorité des producteurs ;	-Beaucoup de filières sans OPA ; -Trop faible adhésion des producteurs dans les OPA	1/5	Malgré les l'hyper pluriactivité, les différences géophysiques, les facteurs cognitifs (l'ignorance et scepticisme au sujet de l'ET à cause des abus et déceptions habituelles, l'ignorance) rendront difficile les choix des filières.	2/5	1,5/5
Proximité cognitive	-Existence des cadres de concertation ; -Existence des règles, des codes régissant la vie économique ; -Adhésion de la majorité des acteurs à ces codes	-Pas de cadre de concertation ni dans les TB, ni au niveau communal ; -Inexistence des codes de conduite et aggravée par le sabotage des principes coopératifs et moraux basiques de vivre ensemble ;	1/5	-Les conflits de leadership et d'intérêts pourront peser lourd sur l'adoption des codes ; -Les facteurs cognitifs et culturels (habitudes à la mal gouvernance, opportunisme, free-riding, etc.) hypothéqueront l'observance des codes.	2/5	1,5/5
Coordination des acteurs	-Existence des instances de régulation et de pilotage des activités de développement	-Inexistence des instances de régulation et de pilotage	1.5/5	En cas de bonnes proximités, les institutions locales (chefferies et CDV) jouissant de très bonnes audience et autorité joueraient un rôle déterminant.	2,5/5	2/5
Moyenne 1			1,8/5		2,4/5	2,1/5
Les caractéristiques essentielles						
Maillage institutionnel	-Existence des réseaux de coopération des entreprises agricoles par maillon des chaînes; -Existence d'une instance faîtière regroupant les réseaux spécialisés et les parties prenantes du développement	-A l'exception d'UGICBA au niveau d'un TB, pas de réseau d'OPA fonctionnel ; -Quelques plates-formes opportunistes sous l'égide du MINADER ; -Pas de réseau faîtier regroupant toutes les parties prenantes du développement.	1/5	-Idem que pour la coordination des acteurs ; -Mais les conflits de leadership et d'intérêts, les facteurs cognitifs cités supra risquent d'hypothéquer les efforts de promotion de l'ET.	2/5	1,5/5
Identité économique au territoire	-Attachement affinitaire des acteurs au T ; -Souci de distinction ou de défense (citoyenneté) économique du T dans les actes	-Attachement affinitaire évident aux TB ; - Mais création des OPA sans aucun souci du T ; -Aucune preuve de citoyenneté économique	1 /5	La construction d'une identité économique communale ne souffrirait d'aucune menace culturelle et profiterait mutatis mutandis plutôt des identités (économiques) aux différents TB.	3/5	2 /5
Spécialisation fonctionnelle territoriale	-Prépondérance d'une ou deux chaînes des valeurs ; -Existence d'un savoir-faire ; - Réputation ou distinction du T	-Hyper pluriactivité dans les Tb et donc dans le T communal ; -Savoir-faire non propagé et absence de mécanisme pour le faire ; -Réputation dans aucune culture qualifiée de principale	1/5	Le choix d'une chaîne des valeurs bénéficient de très peu d'atouts directs cités (dynamisme des populations) à contrario, beaucoup d'hypothèques le plombent (voir proximité organisationnelle supra).	1/5	1/5
Moyenne 2			1/5		2/5	1,5/5
Moyenne globale			1,4/5		2,2/5	1,8/5

NB : S : Score ; SE : Score Etat actuel ; SP : score perspective ; SPP : score perspective pondérée

Annexe 6 : Tableau 8 : Fiche de contrôle empirique de l'entrepreneuriat agricole capitalisant les opportunités de la CEMAC dans les communes de Bangangté et de Ngoulamakong

Caractéristiques	Description des caractéristiques	Constats : description des faits observés		Analyse des faits observés et données de prospective	Scores	
Caractéristiques	Description	Constats		Analyses (et prospective)	SCORES	
		Bangangté (T1)	Ngoulamakong (T2)	Bangangté (T1) Ngoulamakong (T2)	T1	T2
Intelligence économique						
Education/ apprentissage territorial (territoire apprenant)	-Processus d'éducation populaire (civique, technique, etc.); -Processus permanent de remise en question de ses propres actions; -Processus d'apprentissage permanent de l'extérieur ; -Existence d'un dispositif communautaire d'information, d'éducation, etc. -Existence d'une entité en charge	-Aucune OPA, à l'exception de quelques formations techniques et pratiques, n'éduque l'ensemble des citoyens de son T sur le plan économique et de la citoyenneté; -UGICABA déclare organiser des démonstrations dans ses champs écoles sans réussir à intéresser les producteurs ; -A l'exception de la SOCOOPROM, aucune OPA n'effectue des autos diagnostics ; -Seule SOCOOPROM apprend de l'extérieur	Seules 2 OPA sur 4 acceptent sans preuve éduquer et former ses membres. Ces actions ne sont pas systématiques.	<i>S'agissant du niveau actuel de l'intelligence économique :</i> -Aucun T n'est apprenant ou éducateur à partir du moment où aucune action n'est entreprise pour diffuser les savoirs des OPA (savoir, savoir-faire et savoir être) à l'ensemble des acteurs économiques. -L'intelligence économique même basique comme outil de professionnalisation est absente et méconnue de la majorité des OPA. -Le souci d'innovation n'aime pas les OPA. Ce concept doit même être enseigné. Mais ce défaut ne peut pas retarder le --lancement d'une ET. <i>Le niveau de tous les constituants de d'intelligence économique est comparable dans les deux T. Il est très faible.</i> <i>S'agissant de la prospective,</i>	1,5/5	1/5
Intelligence économique stricto sensu	-Pratique permanente du benchmarking; -Etude permanente du marché; -Actualisation permanente des stratégies productives ; -Existence d'une entité communautaire en charge	-Aucune OPA a mentionné une pratique liée à l'intelligence économique. Seule la SOCOOPROM pratique le bench-marking et des études de marchés ; -Aucune OPA n'envisage pour l'instant exporter hors du Cameroun. ; -Aucune OPA, aucun terroir ne produit des produits différenciés.	-Seule la SOCOOPROMAN partenaire de PIDMA effectue des études et des réflexions (réunions) pour mieux produire et vendre. Son partenariat récent avec PIDMA pourrait l'encourager davantage à le faire. Les 3 autres OPA ne le font pas par ignorance..	<i>S'agissant de la prospective,</i> -le processus d'apprentissage bénéficierait des médias communautaires s'ils sont mis à contribution ; c'est le cas de Bangangté ; -Les niveaux actuels d'intelligence, d'innovation et de marketing ne peuvent pas négativement influencer le lancement de la conquête du marché régional. Ils le feront après un temps du fait de la concurrence ; -Ce pendant la construction des mécanismes dépend de celle de la coordination des acteurs dont les perspectives ont été évaluées supra (Bangangté : 2/5, Ngoulamakong : 1/5) ont été jugées faibles.	1,2/5	1/5
Innovation territoriale (milieu innovateur)	-Souci permanent d'amélioration des compétences et capacités productives (dans le sens schumpétérien) ; --Existence d'une entité communautaire en charge	-Aucune OPA a mentionné une innovation ; -UGICABA mijote la transformation du cacao en partenariat avec l'initiateur du projet qui est un fils du village. SOCOOPROM mijote sur l'irrigation pour juguler les perturbations climatiques et aussi à lancer des sensibilisations agrandir son ressort territorial et donc son volume d'activités.	-Aucune OPA n'a mentionné une innovation ; -Seule la SOCOOPROMAN engagé dans l'agrobusiness développe ce souci. Le mijotage de distribution des appuis financiers aux membres constituerait une innovation si elle se réalise. Son partenariat récent avec PIDMA pourrait l'encourager davantage à le faire		1,2/5	1/5
Marketing territorial	-Promotion des produits du T ; -Promotion du T comme meilleur site des investissements productifs ; -Existence d'une entité en charge	-Organisation chaque année des festivals Mudumba et la foire Gastro Nd'lices vantant l'art culinaire traditionnel et non des produits locaux ; NB : le but est de promouvoir la culture et non l'économie ;	Rien n'est fait ni pour vendre les produits du T, ni pour vanter le T comme meilleur site des investissements		1,2/5	0,5/5
Moyenne					1,22/5	0,9/5
Coordination des acteurs						
RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS

Source : Auteurs